

Adoption des articles 2 et 3 du décret concernant la chasse et la pêche, lors de la séance du 22 avril 1790

Merlin de Douai

Citer ce document / Cite this document :

Merlin de Douai. Adoption des articles 2 et 3 du décret concernant la chasse et la pêche, lors de la séance du 22 avril 1790. In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799) Tome XV - Du 21 avril au 30 mai 1790. Paris : Librairie Administrative P. Dupont, 1883. pp. 246-247;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1883_num_15_1_6659_t1_0246_0000_7

Fichier pdf généré le 10/07/2020

militaires parce qu'il a besoin de s'instruire préalablement de la forme actuelle, usitée dans les conseils de guerre.

Votre comité me charge présentement de vous soumettre la rédaction générale des articles décrétés sur la réformation provisoire de la jurisprudence criminelle. Par suite des amendements et additions que vous avez adoptés et qui ont été insérés dans le décret, le décret en entier serait ainsi conçu :

Décret interprétatif de la loi provisoire des 8 et 9 octobre 1789 sur la réformation de l'ordonnance criminelle.

L'Assemblée nationale, ouï le rapport à elle fait par son comité, du mémoire remis par M. le garde des sceaux et de plusieurs autres adresses concernant des difficultés élevées sur l'exécution de son décret des 8 et 9 octobre dernier, touchant la réformation provisoire de l'ordonnance criminelle ; considérant combien il importe qu'une loi si essentielle à la sûreté publique et à la liberté individuelle soit uniformément conçue et exécutée par ceux qui sont chargés de l'appliquer, a décrété et décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les adjoints doivent être appelés au rapport des procédures sur lesquelles interviendront les décrets.

Art. 2. Les adjoints qui assisteront au rapport ne pourront interrompre le rapporteur, mais avant de se retirer, ils pourront faire aux juges toutes les observations qui, pour l'éclaircissement des faits, leur paraîtront convenables.

Art. 3. La présence des adjoints aura lieu dans tous les cas, jusqu'à ce que les accusés ou l'un d'eux aient satisfait au décret, ou que le jugement de défaut ait été prononcé contre eux ou l'un d'eux ; et, après cette époque, le surplus de la procédure sera fait publiquement, tant à l'égard des accusés présents, qu'à l'égard des accusés absents ou contumaces.

Art. 4. Nul citoyen ne sera contraint d'accepter la fonction honorable de représenter la commune en qualité d'adjoint.

Art. 5. Les juges ou les officiers du ministère public feront notifier, par un écrit signé d'eux, aux greffes des municipalités l'heure à laquelle ils devront procéder aux actes pour lesquels ils requerront l'assistance des adjoints, et les municipalités seront chargées de pourvoir à ce qu'il se trouve toujours des notables disposés à remplir cette fonction.

Art. 6. Si les adjoints ou l'un d'eux ne se trouvent pas, à l'heure indiquée, à l'acte de procédure auquel ils auront été requis d'assister, le juge, pour procéder audit acte, sera tenu de nommer en leur place un ou deux d'entre les notables du conseil de la commune, et s'ils ne comparaissent pas, le juge passera outre à la confection dudit acte, en faisant mention de sa réquisition, de l'absence des adjoints ou de l'un d'eux, de la nomination supplétoire par lui faite, et de la non-comparution des notables du conseil de la commune, ladite mention à peine de nullité.

Art. 7. Les adjoints qui seront parents ou alliés des parties jusqu'au quatrième degré inclusivement, seront tenus de se récuser. Lorsqu'un adjoint comparaitra pour la première fois dans une procédure, le juge sera tenu de l'avertir de cette obligation, et de lui déclarer les noms, surnoms et qualités des plaignants, ainsi que ceux des accusés qui se trouveront dénommés dans la

plainte, à peine de nullité ; sans que néanmoins on puisse déclarer nul l'acte auquel des parents, avertis par le juge, auraient assisté comme adjoints, en dissimulant leur qualité, ou faute d'avoir su qu'ils fussent parents de l'une ou de l'autre des parties : la parenté des adjoints, avec les officiers du ministère public, n'est point une cause de récusation.

Art. 8. Lorsqu'un acte d'instruction ne se fera que par le juge seul, accompagné du greffier, les adjoints qui y assisteront prendront séance après le juge, au même bureau. Si l'acte se fait en la chambre du conseil, et le tribunal assemblé, les adjoints prendront séance au banc du ministère public, et après lui.

Art. 9. Il ne sera donné aucun conseil à l'accusé ou aux accusés, contumaces ou absents.

Art. 10. Il ne sera délivré par le greffier qu'une seule copie, sans frais, sur papier libre, de toute la procédure, quand bien même il y aurait plusieurs accusés qui requerraient ladite copie, et elle sera remise au conseil de l'accusé ou à l'ancien d'âge des conseils, s'il y en a plusieurs. Pourront néanmoins les autres accusés se faire expédier telles copies qu'ils voudront, en payant les frais d'expédition.

Art. 11. Lorsqu'il y aura un ou plusieurs accusés, chacun d'eux sera interrogé séparément, et il ne sera pas donné copie des interrogatoires subis par les autres à ceux qui seront interrogés les derniers, si ce n'est après qu'ils auront eux-mêmes subi leur interrogatoire.

Art. 12. L'accusé, ni son conseil, ne pourront dans l'information, adresser ni faire adresser aucune interpellation au témoin ; mais lors de la confrontation, l'accusé ou son conseil qui auront remarqué dans la déposition du témoin, ou dans ses déclarations, quelque circonstance propre à éclaircir le fait, ou à justifier l'innocence de l'accusé, pourront requérir le juge de faire à ce sujet au témoin les interpellations convenables, et néanmoins l'accusé ni son conseil ne pourront en aucun cas adresser directement au témoin aucune interpellation.

Art. 13. Le décret des 8 et 9 octobre dernier concernant la réformation provisoire de la procédure criminelle, non plus que le présent décret, n'auront aucune application au cas où le titre d'accusation ne pourra conduire à une peine afflictive ou infamante.

Art. 14. A l'avenir, tous les procès de petit-criminel seront portés et jugés à l'audience, dérogeant à toutes lois et règlements à ce contraires. (Ce projet de décret est mis aux voix et décrété dans les termes proposés.)

L'Assemblée reprend la suite de la discussion du projet de décret proposé par le comité de féodalité concernant la chasse et la pêche.

M. Merlin, rapporteur. Le comité a modifié la rédaction de l'article 2 ; il vous propose de le décréter, ainsi que l'article 3, dans les termes suivants :

Art. 2. L'amende et l'indemnité ci-dessus statuées contre celui qui aura chassé sur le terrain d'autrui, seront portées respectivement à 30 et à 15 livres, quand le terrain sera clos de murs ou haies, et à 40 et 20 livres dans le cas où le terrain clos tiendrait immédiatement à une habitation.

« Art. 3. Chacune de ces différentes peines sera doublée en cas de récidive ; elle sera triplée s'il survient une nouvelle contravention, et la même

progression sera suivie pour les contraventions ultérieures; le tout, dans le courant de la même année seulement. »

(Ces articles sont décrétés tels qu'ils viennent d'être rapportés.)

M. Merlin. Le comité vous propose de placer après les trois premiers articles un article nouveau qui deviendrait le 4^e du décret. Il est ainsi conçu :

« Dans le cas d'une troisième ou ultérieure contravention, le délinquant qui, huitaine après la signification du jugement, n'aura pas satisfait à l'amende prononcée contre lui pour cette contravention et pour les précédentes, sera contraint par corps et détenu en prison pendant trois mois, ce qui aura lieu, même dans le cas d'une première contravention, lorsqu'elle aura été commise par des vagabonds ou des gens sans aveu. »

On a proposé, ajoute le rapporteur, à votre comité, la contrainte par corps pour le paiement des amendes en cas d'insolvabilité. Cette jurisprudence existe déjà à l'égard des dépens de la procédure, mais nous avons cru qu'il fallait distinguer entre les vagabonds et gens sans aveu et les domiciliés indigents. A l'égard des premiers nous avons adopté la contrainte par corps dès la première contravention; à l'égard des autres, nous avons trouvé qu'il était trop dur de les faire payer de leur personne une première ou une seconde faute; mais aussi comme il serait impolitique de laisser un homme protégé par son insolvabilité braver toutes les peines, nous l'avons soumis à la contrainte par corps pour une troisième contravention.

Un membre : Je demande la suppression de cet article.

Un autre membre : Je demande pourquoi l'insolvable et l'étranger ne seraient pas sujets à la contrainte par corps.

M. Merlin. Les amendes pour faits de police emportant contrainte personnelle, il est inutile de l'exprimer.

M. de Robespierre. Messieurs, il est contraire à tous les principes de raison et d'humanité que l'Assemblée a toujours consacrés, de punir par la prison un fait de chasse parce que la prison est une peine et que cette peine n'est faite que pour le crime.

La seconde partie de l'article est trop vague; le mot *vagabond* est facile à prononcer, mais difficile à définir. Ce n'est pas dans les lois de l'Assemblée nationale que ce mot doit être prodigué. Quand on aura défini constitutionnellement à quels signes on doit reconnaître et punir ce qu'on appelle vagabondage, alors je consentirai à violer l'égalité des peines contre l'indigence et la misère.

Je ne vois ici que le langage des anciennes lois et des hommes punis plus fortement parce qu'ils n'ont rien. Je demande le rejet de l'article.

M. Perdry. Je propose de prononcer, au contraire, une privation absolue de la liberté de chasser, contre ceux qui seront convaincus d'avoir contrevenu aux règlements sur la chasse; je réclame également pour les municipalités le droit de faire arrêter tout individu sans domicile, tout inconnu ou tout étranger qui se livrera à la chasse.

M. Cochelet. Je pense comme M. de Robespierre qu'il ne convient pas de punir de prison les délits de chasse, mais si cette pénalité était admise, on pourrait enfermer les chasseurs étrangers dans d'autres lieux que dans les prisons.

M. d'André. D'après ce que je viens d'entendre sur les droits de propriété, il me semble que l'on en viendra bientôt à dire que la propriété est un attentat contre la société; cependant comme j'ai le malheur d'être propriétaire, j'évite de défendre les droits. Il me paraît que l'égalité des peines ne sera pas violée si l'insolvable, qui ne paie rien, répond par sa propre personne: elle serait autrement violée, cette égalité, puisque le solvable paierait et que le vagabond serait impuni. Ainsi je demande que, pour la première fois, le vagabond soit mis dans le corps-de-garde 24 heures; la seconde fois, huit jours; la troisième fois, trois mois.

M. Mougins de Roquefort. La liberté dégènerait en licence, si l'homme qui n'a rien pouvait dévaster à son gré les possessions des autres. J'approuve l'article, j'y propose même un amendement qui le corrobore, c'est de rendre les pères civilement responsables des délits de leurs enfants.

M. Martineau. L'objet d'une bonne législation n'est pas seulement de maintenir la liberté individuelle, mais encore le droit sacré de la propriété. Je viens d'apprendre que plusieurs braconniers, après avoir tué des pigeons, se sont avancés vers une ferme et qu'ils ont menacé la vie d'un des fermiers. Ces excès sont fréquents et tous les jours nous voyons des attentats commis par les braconniers. Moi, propriétaire, je n'ai consenti à payer des impôts qu'à condition que ma propriété sera garantie; celui qui y porte atteinte viole ma liberté.

Il y a deux espèces d'amendes: les unes sont de police et sont la peine d'un quasi-délit; mais l'action de chasser sur un terrain d'autrui, est un véritable délit; il doit être puni par la prison. Je demande que la contrainte par corps soit prononcée, dès la première fois, contre tous ceux indistinctement qui seraient convaincus du fait de chasse sur le terrain d'autrui. J'adopte l'amendement de M. Mougins de Roquefort; j'étends même la responsabilité du chef de famille jusque sur ses domestiques.

M. le marquis d'Estourmel. Plusieurs particuliers, des soldats, même des officiers se déguisent pour chasser. En conséquence, je demande, par un nouvel amendement, que toute personne qui sera trouvée chassant, déguisée ou masquée, sera conduite dans la prison du district, d'où elle ne sortira qu'après avoir payé une amende double de celle qu'elle eût dû payer, si elle eût été surprise en contravention sans travestissement.

M. La Poule. L'amendement de M. Mougins de Roquefort est inadmissible parce que les pères et maîtres ne sont pas réputés profiter des délits commis pour faits de chasse, par leurs enfants mineurs ou par leurs domestiques.

M. Le Bois-Desguays. Je fais remarquer à l'Assemblée que si les gens sans propriété n'étaient pas arrêtés par des peines, on verrait briser les clôtures par lesquelles on protège les pâturages; les bestiaux s'évadent, commettraient des dé-